

Chers amies et amis producteurs de lait, chers sympathisants,

On pourrait penser que nous aurions appris notre leçon, mais nous continuons à produire toujours plus dans l'espoir que la Russie et la Chine fassent leur retour sur le marché. Dans le même temps, les prix payés aux producteurs de lait poursuivent leur baisse et les éleveurs sont contraints à abandonner les exploitations qui les faisaient vivre.

À entendre les explications des entreprises pour le bas niveau des prix au producteur, on pourrait avoir l'impression que la Chine a complètement gelé ses importations de lait. Ce n'est pourtant pas le cas. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, la Chine ne s'est pas retirée du marché. Elle continue d'importer du lait, mais seulement dans les quantités qu'elle achetait avant la hausse massive des importations en 2013-2014.

On a commencé par nous raconter que les acheteurs s'étaient totalement retirés du marché mais qu'on s'attendait à les voir revenir dans quelques mois. Cette prévision a été réévaluée pour le quatrième trimestre 2014, puis pour le premier trimestre 2015 et on cite désormais le dernier trimestre 2015 ou le début 2016 comme date du retour sur le marché. Une autre explication est que « nous avons sous-estimé les quantités achetées ». Pour moi, il est absolument clair qu'aucun de ceux qui nous fournissent de telles explications n'a la moindre idée de ce qu'il avance. On nous laisse volontairement dans le flou et avec le vain espoir de rester prêts, au cas où le marché repartirait.

Je ne vois aucune raison pour que la Chine revienne sur le marché avec le même poids qu'en 2013-2014. Et même si le marché russe s'ouvrait, les rayons des magasins d'alimentation sont désormais occupés par d'autres. Un retour sur le marché russe ressemblerait ainsi à la conquête d'un marché entièrement nouveau. Au Danemark, nous espérons qu'Arla Foods aura la partie plus facile car l'entreprise s'est déjà beaucoup investie sur ce marché, mais nous ne pouvons que l'espérer. Dans notre désarroi, nous nous efforçons d'explorer de nouveaux marchés d'avenir, comme le Nigéria, la Côte d'Ivoire et d'autres pays africains. Comme si c'était la solution !

Si les prix du lait grimpent sur le marché mondial, on en déduit que « le monde réclame à grands cris davantage de lait ». À l'inverse, la conclusion qui s'impose actuellement est que le marché réclame une baisse de la quantité produite. Pourquoi toutes les grandes laiteries européennes réclament-elles plus de lait et pourquoi les éleveurs laitiers produisent-ils des quantités aussi exorbitantes de lait, malgré des prix ne suffisant pas à couvrir les coûts de production ?

Nous produisons du lait car l'économie de marché ne fonctionne pas dans les grosses sociétés coopératives. Les laiteries revendent le litre de lait le plus cher avec des profits importants et le litre le moins cher à perte. Il faudrait mieux éviter de produire ce dernier. Les producteurs de lait reçoivent le prix moyen que la laiterie peut payer pour le lait et ils gagnent ou perdent ainsi le même montant sur chaque litre produit. Autrement dit, les signaux du marché n'arrivent pas jusqu'à nous et nous sommes donc dans l'incapacité de réagir de manière rationnelle. Nous produisons du lait de manière incontrôlée, aussi longtemps que possible et à n'importe quel prix.

C'est ainsi que fonctionne un marché cloisonné, compartimenté entre, d'une part, les producteurs et les laiteries et, d'autre part, les laiteries et le marché. Ceci vient souligner la nécessité d'un mécanisme à l'échelle de l'UE permettant de réduire la production de lait quand les prix au producteur sont bas. C'est justement en faveur d'un tel mécanisme que l'EMB s'engage, mais auquel les laiteries s'opposent. Elles veulent de la croissance, elles cherchent des marchandises à transformer et sur lesquelles elles peuvent prélever leur marge, afin de croître encore plus.

Kjartan Poulsen, membre du Comité directeur de l'EMB et président du LDM Danemark

EMB Bulletin Juillet 2015

- Deuxième Conférence européenne du lait équitable
 - Irlande : le prix du lait, source d'inquiétude pour les producteurs
 - Allemagne: la situation pour les producteurs laitiers s'aggrave
 - Manifestations en Lituanie après 10 centimes par litre
 - Suisse: Les consommateurs profitent de la détresse des producteurs de lait
 - TTIP & Ceta – L'affaiblissement des normes est depuis longtemps une réalité
 - Des nouvelles de Bruxelles
- À l'agenda de l'EMB

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Deuxième Conférence européenne du lait équitable

© EMB

À l'initiative de l'association italienne de producteurs laitiers APL della Pianura Padana et de l'European Milk Board se tenait le 23 juin la deuxième Conférence européenne du lait équitable à Montichiari, dans le Nord de l'Italie. Le thème central de l'événement était une production laitière durable et

équitable.

Des produits du lait équitable sont actuellement en vente dans six pays (Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Autriche). À la conférence, les différentes coopératives ont présenté leur projet et leurs produits et ont discuté des réussites et des difficultés rencontrées lors de la commercialisation des produits. Malgré les mauvaises conditions dans le secteur laitier, les producteurs des six pays ont réussi à établir le lait équitable sur le marché et à étendre la gamme de produits commercialisés (lait UHT, lait frais, beurre, fromage, crème, crème glacée). Les différents produits du lait équitable ont par ailleurs été présentés à l'exposition universelle à Milan, dans

le cadre de la semaine du lait équitable.

[Photos de l'événement](#)

[Vidéos de la conférence](#)

Regina Reiterer, EMB

Irlande : le prix du lait, source d'inquiétude pour les producteurs

Les préoccupations principales des producteurs de lait irlandais en juin 2015 sont le prix du lait et les pénalités dues au superprélèvement. Le prix du lait payé aux producteurs en mai 2015 était de l'ordre de 28 à 30 centimes par litre, tandis qu'à la mi-2014 il demeurait encore à 39 centimes.

© [wikimedia commons](#)

La baisse actuelle du prix du lait et les baisses potentielles à venir auront d'importantes répercussions négatives sur le revenu des exploitations de l'année 2015, étant donné que les coûts de production demeurent au même niveau que l'année passée. La diminution de la marge nette en 2015 est encore aggravée par les importants paiements de superprélèvement dus pour la campagne laitière 2014/2015.

Suivant les chiffres relatifs à la collecte de lait déposés par les laiteries pour la période jusqu'à la fin du mois de mars 2015, l'Irlande aurait dépassé son quota de 4,34 %, en tenant compte de la teneur en matières grasses butyriques du lait vendu durant cette période. En d'autres termes, l'Irlande risque actuellement une supertaxe de 68 millions d'euros.

Paul Smyth, ICMSA

Allemagne: la situation pour les producteurs laitiers s'aggrave

© wikimedia commons

En Allemagne, la situation du marché laitier s'aggrave de jour en jour. Entre-temps, le volume de lait collecté a dépassé celui de l'année précédente. C'est au courant de la semaine du 11 au 17 mai que les volumes de collecte avaient pour la première fois dépassé ceux de l'année précédente, avec une

augmentation des collectes de 0,4%.

Le nombre de laiteries payant le lait à moins de 30 ct/kg (pour 4,2% de m.g. et 3,4% de protéine) augmente de mois en mois. Selon la revue spécialisée allemande « top agrar », au Schleswig-Holstein et en Basse-Saxe aucune laiterie ne paierait encore un prix débutant par le chiffre « 3 ». De même, une diminution notable du prix de vente au niveau des laiteries a pu être constatée. Ainsi, les prix officiels de fromage ont reculé de 4% la semaine passée et demeurent actuellement entre 2,20 et 2,45 euros/kg de fromage. Selon des sources proches des laiteries, une diminution à 2 euros/kg ne serait

cependant plus exclue.

À chaque occasion, le BDM tente de donner un maximum de visibilité dans les médias aux thèmes du lait et des prix à la baisse. Le premier juin, journée mondiale du lait, de nombreux feux de protestation ont été allumés dans les différents arrondissements et des actions étaient organisées dans plusieurs

villes. De nombreuses personnes ont participé aux différentes actions, auxquelles étaient également invités des élus politiques des niveaux fédéral et des états fédérés. De nombreuses personnes ont participé aux actions.

Les producteurs ont subi un affront en apprenant qu'Aldi-Süd prévoit la commercialisation de lait « paysan » régional de Bavière. Les producteurs livrant le lait pour milfina « meine bayrische Bauernmilch » (« mon lait paysan bavarois ») sont obligés de participer au programme dit de « qualité vérifiée » (*Geprüfte Qualität*). Ainsi, ils ne livrent que du lait de qualité supérieure (catégorie S, la plus haute), leurs animaux sont tenus dans des étables en stabulation libre et l'alimentation du bétail doit être sans OGM. Le prix de vente prévu est de 0,69€/l pour le lait entier (3,5% de m.g.) et de 0,61€/l pour le lait demi-écrémé (1,5% de m.g.). Les producteurs reçoivent 2 centimes/kg de lait en plus. Pourtant, lors des négociations contractuelles, c'était surtout Aldi qui tentait généralement de faire pression sur le prix. Aldi-Süd a ainsi pu faire d'une pierre deux coups : revaloriser son image et garder la main mise sur les fournisseurs.

Mais il y a aussi de bonnes nouvelles : une expertise sur le marché laitier, lancée par les états fédérés allemands dont le gouvernement est de vocation écologiste, s'est penchée sur l'efficacité de notre concept de gestion de crises du marché laitier. Ladite étude confirme la nécessité d'une action rapide pour le marché laitier. Selon l'étude, la mise en œuvre d'un tel concept permettrait, à l'avenir, de renforcer l'efficacité des moyens existants, qui devraient être complétés par de nouveaux instruments. L'objectif recherché serait d'endiguer la volatilité du marché et de prévenir des crises le plus tôt possible.

Thorsten Sehm, BDM Allemagne

Manifestations en Lituanie après 10 centimes par litre

La situation actuelle est vraiment dramatique pour les producteurs de lait lituaniens. Après s'être vu offrir 10 centimes par litre, les producteurs ont déversé 30 tonnes de lait le 1er juillet. La Lituanie est dominée par cinq laiteries qui achètent du lait aux producteurs locaux mais également des pays voisins.

© Kooperacijos kelias

Une nouvelle loi, visant à assurer des pratiques commerciales équitables dans la chaîne d'approvisionnement en lait, a récemment été initiée par le ministère de l'agriculture et approuvée par le gouvernement. En réaction à cette tentative de s'attaquer au problème des pratiques commerciales déloyales, les entreprises laitières dominantes ont commencé à rejeter le lait produit localement en le considérant comme du « surplus » et en offrant de l'acheter au prix ridicule de 10 centimes par litre.

En Lituanie, les agriculteurs des coopératives reçoivent actuellement un prix moyen de 16 à 17 centimes par litre. Le lait provenant de Lettonie et d'Estonie est acheté à un prix plus élevé, afin d'éviter toute dépendance des producteurs de lait locaux et de s'affranchir des agriculteurs organisés en coopératives. Selon la Chambre d'agriculture de Lituanie, il s'agirait d'une tentative consciente des entreprises laitières de détruire les coopératives locales. « Divide et impera » (Diviser pour mieux régner...)

Ruta Biciuviene, l'Association lituanienne des coopératives agricoles

Suisse: Les consommateurs profitent de la détresse des producteurs de lait

© wikimedia commons

Si l'on en croit les informations récentes des médias, le tourisme de consommation, qui consiste à profiter des écarts de prix entre la Suisse et les pays voisins, est à la hausse. Les différences entre les prix de vente sont effectivement significatives. Pour les produits laitiers, ceci est dû à trois

facteurs :

1. Le taux de change entre l'euro et le franc ne se rétablit pas au niveau espéré de 1,10 francs.
2. Nous vivons, en Suisse, dans un îlot de salaires élevés. En Suisse, le traitement du lait coûte environ le double. Cela est justifié. Toute tentative de baisser les salaires en Suisse mettrait notre prospérité en danger.
3. Les prix du lait que les laiteries européennes paient actuellement à leurs éleveurs sont absolument dérisoires.

Au cours des dernières années, les grandes entreprises ont exercé un lobbying intense auprès de Bruxelles afin que l'UE abolisse les quotas laitiers et que chaque agriculteur puisse traire les quantités qu'il souhaite. En Irlande, par exemple, les éleveurs ont augmenté leur production de lait de plus de 10% ! Cette offre excédentaire produit désormais son effet. Les laiteries ont baissé leurs prix à un niveau qui ne permet plus aux producteurs de lait de respirer. La situation dans les fermes de nos collègues est dramatique, de nombreux éleveurs laitiers vont devoir mettre la clé sous la porte. Il n'est pas à l'honneur des gouvernements de notre époque d'avoir établi un régime de marché remettant en cause la sécurité de l'approvisionnement de la population en une denrée alimentaire de premier plan : le lait. Les pertes

d'exploitation prévisibles des éleveurs laitiers ne peuvent être compensées à l'aide de subventions supplémentaires : les caisses des États ne disposent tout simplement pas des fonds nécessaires.

Il est donc d'autant plus incompréhensible que les gouvernements se refusent obstinément à établir des conditions-cadres pour le marché du lait pour permettre aux éleveurs de défendre leurs intérêts sur le marché, d'égal à égal avec les laiteries. Une telle mesure, urgemment nécessaire, ne coûterait rien, mais redonnerait une perspective d'avenir aux jeunes agriculteurs. Les consommateurs sont en droit de se réjouir de l'offre bon marché de fromages de provenance européenne. Ils doivent toutefois savoir que son prix est la ruine des éleveurs laitiers en Europe.

Werner Locher, BIG-M

TTIP & Ceta – L'affaiblissement des normes est depuis longtemps une réalité

Un article publié dans *Zeit online*, la version en ligne de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, décrit l'impact sur l'environnement, la protection des consommateurs et la sécurité alimentaire des accords commerciaux avec le Canada (Ceta) et les États-Unis (TTIP).

© European Union, 2015

À l'origine, l'objectif des traités de libre-échange était de lever les barrières commerciales classiques, comme par exemple les quotas et les taxes sur les importations. Les négociations actuelles visent à harmoniser les différentes règles et à faciliter ainsi le commerce. Bien que les négociateurs persistent à affirmer que les accords de libre-échange TTIP et CETA n'affaibliront pas les normes européennes, de nombreux exemples prouvent le contraire. À titre d'exemple, citons la directive sur la qualité des carburants, édulcorée sous la pression du Canada, ou le projet d'obligation d'étiquetage pour la viande et d'autres produits issus de la descendance d'animaux clonés, torpillé par la Commission européenne afin de ne pas mettre en danger les négociations sur le TTIP.

Article *Zeit online* en [anglais](#) ou [allemand](#)

Regina Reiterer, EMB

Des nouvelles de Bruxelles

Vote sur le rapport laitier (7 juillet)

Le vote sur le rapport laitier en séance plénière du Parlement européen a dégagé un compromis pour l'avenir de la filière laitière. Plus de progrès auraient surtout été possibles en termes de normes minimales de contractualisation, de négociation des prix des groupements de producteurs pour les membres de coopératives et d'appui aux organisations de producteurs.

Les députés de la commission agricole du Parlement européen avaient, dès le mois de juin, adopté ce rapport en l'accompagnant de nombreuses propositions d'amendements. Le 7 juillet, tous les eurodéputés réunis en plénière se sont exprimés majoritairement en faveur du rapport d'initiative consacré à la politique laitière. Nous nous réjouissons d'autant plus que les membres de la commission parlementaire Agriculture et développement rural soient parvenus à revendiquer, dans le rapport, l'activation d'instruments de gestion susceptibles, en cas de crise, de brider la production de lait par une modulation de l'offre.

[Communiqué de presse de l'EMB sur le vote du rapport laitier](#)

TTIP : Les recommandations du Parlement pour les négociations avec les États-Unis

Après un report en raison des affrontements autour de la question des tribunaux privés (ISDS), ce 8 juillet le Parlement européen a voté en faveur de la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis. Ces juridictions controversées doivent être remplacées par un « nouveau système ».

La résolution évalue l'avancée des négociations et détermine la position du Parlement pour la poursuite des discussions autour du TTIP concernant les objectifs du traité et les domaines qui devront être exemptés ou protégés, comme l'agriculture, par exemple. Pour entrer en vigueur, un accord sur le TTIP de la part des partenaires de négociation nécessite l'approbation du Parlement européen et du Conseil.

Le prochain cycle de négociations entre l'UE et les États-Unis aura lieu du 13 au 17 juillet 2015 à Bruxelles. Les thèmes abordés seront, entre autres, la baisse des droits de douane, les questions énergétiques et des matières premières ainsi que la protection des dénominations géographiques.

Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne

Début juillet, le Luxembourg a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne pour le deuxième semestre de cette année. Dans le domaine de l'agriculture, les sujets principaux de la Présidence luxembourgeoise du Conseil pour le ministre de l'agriculture Fernand Etgen seront, en particulier, le durcissement des textes de la PAC, l'adoption d'un nouveau cadre pour la production biologique ainsi que la supervision des conséquences de l'embargo russe sur certains produits agricoles de l'UE et l'expiration du régime des quotas laitiers. Les discussions sur les programmes scolaires pour les fruits et le lait devront également être menées à leur terme.

La Commission européenne demande une autorisation pour l'utilisation de succédanés de lait dans la production de fromage en Italie

La Commission européenne a mis en demeure l'Italie d'abroger la loi nationale qui interdit l'utilisation de lait en poudre, lait concentré et lait reconstitué pour la production fromagère. Selon Bruxelles, l'Italie doit se conformer à la norme européenne qui, à l'inverse, prévoit cette possibilité. Selon la Commission, la loi italienne actuelle prohibant l'usage des substituts du lait représenterait une restriction à la « libre circulation des biens ». Avec cette interdiction (en vigueur depuis 1974), l'Italie vise à conserver ses normes exigeantes sur les produits laitiers grâce à l'utilisation de matières premières de haute qualité.

Communiqué de l'organisation Slow Food en [français](#) ou [italien](#)

À l'agenda de l'EMB

Rendez-vous majeurs à l'agenda du conseil d'administration de l'EMB en juillet 2015 :

- 07.07.: Réunion Ministère français de l'agriculture
- 13.-14.07.: Réunion concernant TTIP & CETA
- 22.07.: Entretien avec la Commission européenne (études sur les coûts de production)

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-juillet-2015.html>